

## SOUK-AHRAS Des logements LSP non encore distribués



Plus de 800 logements dont 419 de type social locatif (LSL) à Souk-Ahras-ville en sus des 400 autres unités réservées à la résorption de l'habitat précaire (RHP), dispatchées à travers les différents cités, attendent toujours d'être distribués.

Des sommes astronomiques ont été, faut-il le souligner, dégagées pour atteindre un nombre d'unités toutes opérations confondues jamais réalisé.

Le problème se situe en fait dans le retard accusé dans la livraison des logements. Nous avons appris que les dossiers n'ont pas tous été finalisés par les commissions installées à cet effet. Elles sont deux à trancher. Il s'agit de la commission de daïra et celle des recours. La première est présidée par le chef de daïra, la seconde par le wali.

Le retard dans l'attribution des logements génère d'énormes pertes au Trésor public. Sans parler du manque à gagner concernant les loyers et des frais de gardiennage puisés dans les caisses de l'Etat en sus du risque de dégradation des logements squattés.

L'exemple de la cité Galoussi et celle de Baral-Salah à Souk-Ahras est édifiant : des squatters ont occupé des logements RHP et FNPOS qu'attendent leurs bénéficiaires légaux.

Barour Yacine

## GUELMA Les gardes communaux observent un sit-in

Un sit-in a été observé, ce jeudi, en face du siège de la wilaya, par les gardes communaux de Guelma.

Ce mouvement de contestation a été déclenché, suite au plan de redéploiement opéré dernièrement dans ce corps, nous ont révélé les protestataires. Ces derniers précisent que leur action tourne essentiellement autour des rappels, des primes de risque et de rendement qui, selon eux, n'ont pas été perçus depuis 2008.

Suite à ce sit-in, la circulation automobile a été bloquée pendant plusieurs minutes, au niveau de l'avenue menant au siège de la wilaya.

N. Guergour

## APC DE BOUIRA

# Les travailleurs lèvent la grève

*Les travailleurs de l'APC de Bouira, affiliés à l'UGTA, qui ont entamé ce mercredi une grève illimitée, ont finalement décidé durant l'après-midi de suspendre leur mouvement, et ce, pour permettre aux responsables de la wilaya et de l'APC de remédier à leurs problèmes qui nécessitent une prise en charge sur le long terme.*

En effet, lors d'une assemblée générale ayant réuni le P/APC, des membres du conseil communal, le représentant syndical ainsi que tous les travailleurs de l'APC, tous les points ont été abordés et les responsables ont clairement affirmé que les principales revendications des employés de l'APC ne posaient pas de



Photo : D.F.

problème et qu'il y aurait des résultats probants dans un très proche avenir.

Pour rappel, les revendications de ce syndicat sont l'indisponibilité de logements participatifs ou LSP pour les cadres de l'APC, dont l'emplacement n'a

même pas encore été décidé ; le problème de l'instabilité des locaux qui perdure depuis plusieurs années et pour lequel le P/APC a promis la construction dans les mois qui viennent d'un siège englobant tous les services qui étaient jusqu'alors

éparpillés ; ajouter à cela le grand retard dans le paiement des salaires et des allocations familiales, un problème crucial pour ces pères de famille qui se retrouvent sans ressources. Pour ce dernier problème d'ailleurs, nous avons appris qu'il était dû au fait qu'un seul contrôleur financier traite les dossiers des 45 APC de la wilaya.

Ainsi, après ces négociations sur fond d'ouverture et de dialogue, l'assemblée générale des travailleurs a voté à l'unanimité la suspension de la grève observée avec un taux de 88%, en attendant le versement des salaires prévu pour la semaine prochaine.

Pour les autres revendications, et en raison des formalités administratives qui nécessiteraient du temps, l'assemblée générale a demandé la signature d'un PV avec les autorités locales dans lequel seront consignés tous ces engagements.

Katya Kaci

## TIZI-OUZOU

# Le mouvement des «pré-emplois» se prépare à «faire bouger les choses»

*Jamais sans doute le climat social n'a été aussi explosif qu'il ne l'est depuis quelques jours dans la wilaya de Tizi-Ouzou.*

Aux chômeurs qui crient leur détresse en observant sit-in et autres actions de protestation devant le siège de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) puis sous les fenêtres de la Cité administrative et aux étudiants qui, en plus de leur quotidien peu enviable dans les cités, se retrouvent baignant dans un climat d'insécurité intolérable quand ce ne sont pas des questions purement pédagogiques qui soulèvent leur courroux, se sont joints les greffiers de la cour et des principaux tribunaux de la wilaya. A tout ce

beau monde de «laissés-pour-compte» se sont joints les centaines de fonctionnaires engagés dans le cadre du «pré-emploi». Ils sont ingénieurs dans une multitude de filières, titulaires de diplômes supérieurs dans des domaines où, pourtant, on a besoin de leurs compétences, mais tout ce qu'ils se sont vu offrir, ce sont des emplois précaires, virtuels, comme ils le disent dans une déclaration diffusée jeudi à Tizi-Ouzou.

Une déclaration-pétition signée par une population de ces diplômés à qui, il ne reste plus que les actions de protestation pour se faire entendre. Ainsi, lundi, ils comptent se retrouver devant le siège de la wilaya pour un sit-in lors duquel ils espèrent faire comprendre à ceux qui accepteront peut-être de les

recevoir que le pré-emploi n'est pas un cadeau, comme on tente de le leur expliquer depuis des années. «Après avoir terminé nos études universitaires, les uns ont déguerpi du pays pour fuir la misère, d'autres sont pris en charge par leurs parents, et ceux qui finissent par se dégoter un pré-emploi sont exploités le plus souvent dans des tâches qui n'ont rien à voir avec leur formation», écrivent les «pré-emplois» de Tizi-Ouzou qui, se disant qu'ils n'ont absolument plus rien à perdre, se sont engagés dans la voie de la contestation.

A en croire quelques-uns parmi eux, rien ne pourra les arrêter dans le mouvement engagé pour que cesse leur marginalisation.

M. Azedine

## BOU-HANIFIA (MASCARA)

# Humiliations et brimades au centre de repos des moudjahidine : le directeur persona non grata

*Ce mercredi matin, nous arrivons au centre de repos des moudjahidine où l'on nous a annoncé la colère des travailleurs. Ils sont environ une cinquantaine et en ont gros sur le cœur. A la réception, ils nous entourent et se bousculent pour prendre la parole.*

Cette colère est suscitée, disaient-ils, par le comportement de celui qui assure l'intérim au centre de repos et, aujourd'hui, il est indésirable. En fait, c'est l'ancien directeur de cette structure, de 2002 à 2008, devenu directeur

d'exécutif des moudjahidine mais qui continue à assurer l'intérim. Bien que muté à Aïn-Témouchent, il continue à retourner à Mascara où il assure encore son ancienne fonction. Nous ne voulons plus de lui, après ce qu'il nous a fait

subir, disent-ils, à l'unisson. Du veilleur à la lingère, en passant par la préposée aux cuisines, ils énumèrent les humiliations et les brimades dont ils ont été les victimes.

La lingère, hors d'elle, nous dira. Je lave manuellement 154 draps en l'absence de machine à laver, et en plus, nous sommes interdites de bain, nous dira une autre. La liste des griefs à l'encontre du responsable est longue. Leur

seul mot d'ordre est le départ de ce responsable. «Il nous martyrise», dira le dernier intervenant dans le communiqué qui nous a été remis. Ils exigent la présence du wali. En attendant, le P/APC de Bou-Hanifia s'est rendu sur les lieux. Le service minimum est assuré et nous préparons la célébration de la journée du Chahid, ce 18 février, ont tenu à nous faire savoir les travailleurs.

A. Meddeber

## AÏN-DEFLA

# Découverte d'un charnier à Miliana

*C'est en effectuant récemment des travaux de construction d'une salle de sports, dans l'enceinte de l'Ecole de gendarmerie de Miliana, qu'un charnier a été mis à jour.*

Dès la découverte des ossements, les travaux ont été arrêtés jusqu'à ce que des équipes spécialisées dans les fouilles interviennent, aidées en cela par des ouvriers communaux et des enfants de chouchou.

Cependant, le problème de la datation des ossements s'est posé et des parties de squelettes ont été envoyées à l'Institut national de la gendarmerie, l'INCC-GN, a-t-on appris de source locale. Ces ossements, même si les examens pratiqués au laboratoire de criminologie n'ont pas permis une datation précise, datent de plus de 50 ans, ce qui ne fait aucun doute qu'il s'agit bien de cadavres ensevelis dans un champ, non loin des locaux où les paras de Bigeard, dans les années 57/58, se sont adonnés aux tortures les plus atroces dans la caserne du 9<sup>e</sup> BTA (bataillon des tirailleurs algériens). Par ailleurs, on note que ce n'est pas la première décou-

verte de charnier à cet endroit, puisqu'en 1985 des squelettes de 18 personnes, qui ont été réenterrées dans le carré des Martyrs, ont été découverts. On suppose qu'ils ont été exécutés par leurs tortionnaires. Les fouilles ont permis d'exhumer 40 squelettes.

Chacun deux a été mis dans une urne, entreposée dans les locaux de la représentation des anciens moudjahidine de Miliana, sous la responsabilité de Abdallah Adjadj, le responsable local de l'ONM. Les urnes ont été couvertes de l'emblème national avant d'être enterrées mercredi, en présence des autorités civiles et militaires, du secrétaire général de l'Organisation nationale des anciens moudjahidine, Saïd Abadou, au cimetière des Martyrs de Sidi Braham, à l'est de Miliana. Une cérémonie de recueillement a été organisée à laquelle ont pris part outre les cadres de l'ALN de la Wilaya IV qui, selon Saïd Abadou qui a procédé à une oraison, a été «la wilaya qui a consenti le plus de sacrifices pour la Révolution». Il dira : «Il (le pouvoir colonial) n'a pas commis ce seul crime... Il y a aussi le crime à grande échelle, à l'arme atomique, où des Algériens ont été exposés comme cobayes,

crime perpétré dans le sud algérien.» Rappelons ici que le premier tir dans l'atmosphère, connu sous le nom de code Gerboise Bleue, a eu lieu à 12 km à l'est de Reggane, à 150 km d'Adrar, le 13 février 1960. Des centaines de personnes ont disparu dans le feu de l'explosion de la bombe estimée 3 fois plus puissante que celle d'Hiroshima.

Le pouvoir français de l'époque était passé outre le moratoire des grandes puissances. Saïd Abadou interpelle les élus nationaux pour ratifier la loi qui criminalise la France pour les crimes de guerre et crimes contre l'humanité dont elle a été coupable. «La France doit assumer ses crimes et être jugée par la communauté internationale, ces crimes ne doivent pas rester impunis.» Et d'ajouter : «Ce ne sont pas des sentiments de haine ou de volonté de revanche qui nous animent mais il est de notre devoir de les révéler pour qu'aucune puissance ne puisse s'arroger le droit de commettre ce genre de crimes à l'avenir, impunément.» Saïd Abadou parle aussi de liberté. «Il n'y a pas de peuple qui mérite ou ne mérite pas de vivre librement... Tous les peuples ont le droit à la liberté, à la justice», dit-il.

Karim O.